

**FISONG « Alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel»**

**Publié le 05/02/2018**

**i - Avis d’appel à propositions**

Dans le cadre de la Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG (FISONG), l’Agence française de Développement (AFD) se propose de subventionner des ONG pour la réalisation de projets de terrain innovants selon un cadre défini.

L’AFD reconnaît aux ONG des savoir-faire spécifiques, une capacité d’innovation, une proximité avec le terrain et les groupes cibles de son action ainsi qu’une capacité de plaidoyer qui l’intéressent. La « Facilité d’Innovation Sectorielle pour les ONG » (FISONG) se propose de les valoriser, et d’exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec les actions et l’expertise de l’AFD autour d’actions concrètes. Le dispositif FISONG a pour vocation de financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises et étrangères en partenariat avec des organisations du Sud.

Le présent appel à propositions vise à mettre en œuvre **des opérations innovantes sur l'alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel**. Il est doté d’une enveloppe de de 2.5 millions d’euros.

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement. Le dossier complet est remis par les ONG dans un délai de 12 semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le lundi 30 avril 2018 à midi à l’AFD Paris**.

**Les propositions complètes, note-projet et dossier administratif sur support papier et électronique, devront être réceptionnées au plus tard le 30/04/2018 à midi à l’adresse suivante :**

**Agence Française de Développement**

**Audrey NIRRENGARTEN**

**DOE/SOC/EDU**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**La version électronique de la note-projet doit être envoyée à l’adresse suivante :** **nirrengartena@afd.fr****, copie à** **hugueninv@afd.fr****.**

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète sera écartée.**

Des demandes d’informations peuvent être adressées à l’AFD au plus tard d’ici le 09/04/2018 par **mail uniquement** à l’adresse suivante : **nirrengartena@afd.fr****, copie à** **hugueninv@afd.fr****. Après cette date limite, l’AFD ne recevra plus de questions.** Elle publiera sur son site Internet l’ensemble des réponses aux questions adressées au plus tard le 16/04/2018.

**Composition du présent appel à propositions :**

1. Avis d’appel à propositions
2. Cadre général de la FISONG
3. Modalités de pré sélection et de sélection définitive des propositions
4. Termes de référence
5. Modèle de note projet

**II - Cadre général de la FISONG**

L’instrument de financement « Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG » se distingue des instruments classiques de financement ou cofinancement de projets portés par les ONG par sa volonté de promouvoir l’innovation d’une part, et le dialogue sectoriel entre l’AFD et les ONG d’autre part, ainsi que par son mode de fonctionnement. Par innovation sectorielle, on entend la recherche partagée, entre l’AFD et les ONG, de nouveaux modes d’intervention, procédés techniques, dispositifs organisationnels ou partenariats permettant de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Instrument basé sur l’expérimentation, la recherche de créativité, la recherche – développement et la modélisation, la FISONG a pour vocation de promouvoir l’innovation dès la définition des thèmes d’intervention. Ainsi, le processus de concertation AFD-ONG sur la définition des thèmes, puis l’organisation d’une concertation spécifique sur chaque thème ont pour objectif de permettre une meilleure identification des potentiels d’innovation en amont du lancement des appels à propositions.

**Article 1. Clauses et conditions générales**

**1.1** La Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG vise à financer des projets de développement innovants portés par des ONG, quelle que soit leur nationalité, correspondant soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer. Les projets soutenus devront s’inscrire dans l’un ou l’autre de ces deux cas de figure. Peuvent être considérées des innovations conceptuelles (la création de techniques, formes d’organisations, dispositifs d’action, etc.…) ou contextuelles (la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte).

**1.2** Le partenariat entre ONG porteuse du projet et ONG locale(s) est fortement recommandée et constitue un critère d’analyse des propositions. L’AFD retient comme définition du partenaire une organisation de la société civile qui, en partenariat avec l’ONG porteuse du projet, assume l’identification, la conception et la réalisation sur le terrain du projet cofinancé. La structure peut être formelle ou informelle.

**1.3** Cet instrument a pour vocation le financement, sur subventions, de projets opérationnels dans les secteurs jugés prioritaires après concertation entre l’AFD et les ONG.

**1.4** Chaque ONG ne peut - seule ou en groupement - soumettre qu’une seule proposition. Si une ONG participe à plusieurs propositions en tant que chef de file ou partenaire, celles-ci seront éliminées. En cas de groupement d’ONG, les activités et rémunérations de chaque organisation devront apparaître explicitement dans les différentes composantes du projet.

**1.5** L’AFD se réserve la faculté de ne pas donner suite aux appels à propositions.

**Article 2. Mode opératoire**

**2.1** Dans le cadre de la FISONG, l’AFD se propose de contribuer au financement des dépenses nécessaires à la réalisation de projets conçus et définis par les ONG d’une durée moyenne de 3 ans.

**2.2** Le concours de l’AFD ne peut financer plus de 90% maximum du budget total TTC du projet. Sont par ailleurs inéligibles au financement FISONG :

* 1. des dépenses non directement liées au projet,
	2. les prestations effectuées dans le cadre d’une intervention en qualité d’opérateurs dans d’autres projets financés par l’AFD en cours d’instruction ou d’exécution,
	3. des dépenses pour lesquels un financement a initialement été accordé par un autre bailleur,
	4. des nouvelles tranches de financement pour un projet soutenu par une précédente FISONG.

**2.3** En cas de sélection du projet, le financement des opérations fera l’objet d’avances comme suit: 30% d’avance à la signature de la convention de financement, 60% d’avance après la remise d’un rapport d’audit financier et d’un compte-rendu d’exécution sur la première partie de l’opération, et une tranche de 10% à la remise de l’audit final et du rapport d’exécution final.

**2.4** Les ONG prendront en charge tous les frais afférents à la préparation de leurs offres. L’AFD ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, ni tenue de les payer.

**Article 3. Présentation des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, remis dans un délai de 12 semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 30/04/2018 à midi** **à l’AFD Paris**. Si sa proposition est retenue, l’ONG sera ensuite invitée à élaborer un dossier technique et financier en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le chef de projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**Article 4. Audit, évaluation et capitalisation**

Les ONG bénéficiaires d’une subvention contractualisent avec un cabinet d’audit pour effectuer les vérifications concernant l’utilisation des fonds du projet, dont le choix fera l’objet d’un accord de non objection de l’AFD. Cette prestation est prévue dans le plan de financement et imputée sur les fonds du projet. Il est recommandé que les frais d’audit correspondent à 2% du budget sollicité.

L’ONG doit par ailleurs budgéter une évaluation ex post externe. La convention de financement précisera alors qu’un ANO de l’AFD devra être sollicité sur les termes de référence et les modalités de sélection des évaluateurs.

Des actions de capitalisation seront en outre prévues pour tirer les enseignements des différents projets de chaque FISONG.

**Article 5. Monnaie de contrat et monnaies de paiement**

Les ONG établiront obligatoirement leur proposition en euros qui est la monnaie de la convention de financement.

Le budget sera établi TTC globales et forfaitaires, ferme et non révisable.

**Article 6. Connaissance des lieux et des conditions de l’appel à propositions**

Par le fait même de déposer leurs propositions, les ONG sont réputées :

-avoir pris connaissance des conditions de l’appel à propositions décrites dans les présentes et les accepter ;

-avoir une parfaite connaissance de la nature et de l’envergure des actions à réaliser, des conditions de travail locales ainsi que de toutes les sujétions que ces actions comportent.

**Article 7. Ouverture des propositions et comité de sélection**

L’ouverture puis la sélection des propositions seront effectuées à Paris, au siège de l’Agence française de Développement par une Commission composée au minimum de 3 personnes et présidée par le responsable de la FISONG thématique. Un représentant Coordination SUD assiste à la Commission d’ouverture des plis et à la Commission de sélection en qualité d’observateur de la régularité de la procédure.

**Article 8. Eclaircissements apportés aux propositions**

Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des propositions, la Commission de sélection peut demander aux ONG des éclaircissements relatifs à leur proposition.

**Article 9. Détermination de la conformité des propositions**

La Commission peut éliminer les propositions émanant d’ONG n’ayant manifestement pas la capacité humaine et financière à mettre en œuvre un projet dans le pays concerné.

 **Article 10. Evaluation et classement des propositions**

La Commission de sélection des propositions effectuera l’évaluation et la comparaison des propositions qui auront été reconnues conformes aux dispositions prévues. **La notation des propositions** sera établie sur 110 points selon le barème suivant[[1]](#footnote-1)**:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués… |
| **Pertinence du projet en termes d’innovation et d’insertion dans le contexte local (20)** |
| Caractère innovant | 10 | L’existence d’un état des lieux rapide et l’argumentaire développé sur cette base pour justifier le caractère innovant du projet à la fois au niveau thématique / technique qu’au niveau du pays retenu. |
| Pertinence du projet proposé compte tenu du contexte local | 10 | - réponse à des besoins présents et futurs- efficacité et efficience dans la réponse à ces besoins- acceptabilité et cohérence avec le contexte- durabilité / reproductibilité technique et économique- durabilité en termes de maîtrise possible par les acteurs locaux |
| **Conduite du processus d’innovation (30)** |
| Processus d’innovation | 10 | La présentation de l’étape d’innovation soumise pour financement et son articulation avec ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval. La clarté et la faisabilité du processus |
| Partenariats pour l’innovation | 10 | La diversité des partenariats proposés, la démarche visant à les consolider et à favoriser l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion, les dispositifs de coopération entre les partenaires |
| Evaluation et capitalisation | 10 | Qualité des dispositions avancées pour l’évaluation des innovations, la capitalisation et la diffusion des acquis |
| **Intégration locale du projet (20)** |
| Valorisation des ressources locales | 10 | Valorisation des savoirs, savoir-faire et compétences locales et nationales pour la mise au point de l’innovation  |
| Cohérence / politiques publiques | 10 | La cohérence du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et sa capacité à les inspirer  |
| **Moyens mis en œuvre (40)** |
| Budget | 10 | L’adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l’efficience, la pérennité |
| Capacités de l’ONG | 10 | Capacités à conduire un processus d’innovation et un dialogue sectoriel avec l’AFD ou dispositions prévues pour les acquérir |
| Méthodologie | 10 | La méthodologie générale de mise en œuvre du projet |
| Genre | 10 | Contribution à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs.  |

**Article 11. Droit reconnu à l’AFD de rejeter toute proposition**

L’AFD se réserve le droit de rejeter toute proposition, d’annuler la procédure d’appel à propositions aussi longtemps qu’elle n’a pas attribué la ou les subventions, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l’égard des ONG concernées et sans devoir les informer des raisons pour lesquelles elle a annulé l’appel à propositions ou rejeté leur proposition.

**Article 12. Validation des dossiers techniques et financiers**

Après la sélection du projet par la Commission de sélection, le chef de projet l’instruit dans le cadre d’un dialogue sectoriel. L’ONG reste libre d’intégrer ou non les suggestions et l’AFD libre de ne pas poursuivre l’instruction de la proposition. Les éléments suivants pourront notamment constituer, parmi d’autres, une cause de non validation de la proposition finale de l’ONG :

* refus de participer à un dialogue sectoriel avec le chef de projet, visant à enrichir la proposition,
* refus de présenter les arguments expliquant la non-intégration d’amendements suggérés par le chef de projet FISONG,
* écart de plus de 10 % entre le budget demandé à l’AFD dans la note projet et celui développé dans le cadre du dossier technique et financier.

**Article 13. Caractère confidentiel**

**13.1**. Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation, à la comparaison des propositions et aux recommandations relatives à l’attribution de la ou des subvention(s) ne pourra être divulguée aux ONG ou à toute autre personne étrangère à la procédure d’examen et d’évaluation, après l’ouverture des plis et jusqu’à l’annonce de l’attribution de la ou des subvention(s) à ou aux ONG retenue(s).

**13.2.** Toute tentative effectuée par une ONG pour influencer la Commission au cours de la procédure d’examen, d’évaluation et de comparaison des propositions conduira au rejet de la proposition de cette ONG.

**Article 14. Information sur le processus de sélection et d’octroi**

**14.1.** Les ONG ayant été retenues par la Commission de sélection en seront informées par courrier, ce dernier fixant le délai de préparation du dossier technique et financier complet qui permettra de servir de support pour le dialogue avec le chef de projet, ainsi que les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**14.2.** Une fois le dossier technique et financier formellement validés par l’ONG et le concours accordé par les instances de décision internes, l’AFD en informera par courrier la ou les ONG.

**Article 15. Signature de la convention de financement**

Le chef de projet enverra à l’ONG bénéficiaire de la subvention un courrier l’informant de l’octroi du concours, puis le projet de convention de financement pour accord avant signature.

**iii. Modalités de selection et de validation finale des propositions**

Le processus qui conduit à l’accord de financement est effectué en deux temps :

1) sélection sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement,

* + - Concernant le(s) principal/principaux partenaires, il conviendra deremplir de manière exhaustive la « fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet », annexée au modèle de note projet.
		- Pour les autres structures (partenaires secondaires, interlocuteurs ponctuels, parties prenantes…), il n’est pas nécessaire de fournir un dossier administratif ou une fiche spécifique. Toutefois, il est important de bien mentionner dans la note-projet les rôles et interventions de ces structures au cours du projet et de les indiquer comme « partenaires locaux » dans la fiche « Données concernant l’ONG » figurant en annexe 1 de l’appel à propositions.

2) validation d’un dossier technique et financier élaboré par chaque ONG dont le projet a été sélectionné.

**3.1 MODALITES DE sélection des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet et ses annexes accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, rédigés en français.

Les propositions complètes doivent comprendre :

* une « version papier » avec 4 exemplaires de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif
* une « version électronique » sur CD ou clé USB de la note-projet et ses annexes compilée en un seul document (pour pouvoir être envoyé aux différents membres du comité par voie informatique) ainsi que le dossier administratif complet.

Ces éléments doivent être placés dans deux enveloppes fermées et cachetées. L’enveloppe extérieure portera seulement l’adresse du destinataire (voir ci-dessous). L’enveloppe intérieure portera seulement les mentions : « Réponse à l’appel à propositions FISONG AFD ALPHABETISATION – A n’ouvrir qu’en séance de dépouillement ».

Les propositions complètes devront être réceptionnées au plus tard le **30/04/2018 à midi** à l’adresse suivante :

**Agence Française de Développement**

**Audrey NIRRENGARTEN**

**DOE/SOC/EDU**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète (voir check list ci-dessous) sera écartée.**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible:**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), fourni en 4 exemplaires papier |  |
| L’ensemble des pages de la note-projet paraphées |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG  |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en 1 exemplaire papier |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original
 |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG]
 |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections
 |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ;
 |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée
 |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente :
2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics)
3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics
 |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollictés ou à solliciter)
 |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration.
 |  |

**3.2 ELABORATION ET VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS**

Dès réception de la notification de sélection de son projet, l’ONG pourra engager le processus de construction de sa proposition finale, selon le modèle de dossier technique et financier fourni par l’AFD. L’ONG est invitée à l’élaborer en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le chef de projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

Les dossiers techniques et financiers seront fournis au plus tard deux mois après la notification de la décision de sélection par la Commission de sélection, en 2 exemplaires datés et signés, soit un original et une copie, marquée comme tels.

L’un des objectifs du dispositif FISONG étant de favoriser un dialogue sectoriel entre les ONG et l’AFD, il est souhaité qu’un tel dialogue ait lieu lors de l’élaboration de chaque proposition finale, de façon à enrichir le projet en vue de sa validation. Pour cela, chaque ONG (ou chef de file d’un groupement d’ONG) prendra contact avec le(s) responsable(s) de la FISONG afin de connaître l’identité du chef de projet désigné à l’AFD comme étant son interlocuteur (ce peut être le responsable thématique de la FISONG ou un autre responsable sectoriel). Elle contactera ensuite ce chef de projet pour envisager une ou plusieurs rencontres pour échanger sur la base du dossier technique et financier.

A l’issue de ce processus, le chef de projet donnera son accord en vue de la validation du dossier technique et financier, s’il considère que la proposition finale reflète le contenu de la note-projet tout en intégrant certains éléments issus du dialogue qu’il aura conduit avec l’ONG. En cas de désaccord entre le chef de projet et l’ONG quant à certaines orientations du projet, l’ONG reste libre de ses choix, à conditions qu’ils soient conformes à la proposition sélectionnée (et en particulier à la note-projet) et que l’ONG ait exposé ses arguments justifiant son refus d’adopter des modifications demandées par le chef de projet.

Une fois les dossiers technique et financier validés par le chef de projet et l’ONG (ONG tête de file en cas de consortium), ils seront soumis aux instances de décision d’octroi.

**IV. Termes de référence**

**Appel à projet – FISONG**

**« Alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel»**

* 1. **La facilité d’innovation sectorielle pour les ONG (FISONG).**

Créée en 2007, la FISONG permet le développement de partenariats entre des ONG françaises, étrangères ou internationales et l’AFD, autour du cofinancement de projets innovants sur les différents secteurs qui touchent au développement. **Le critère d’innovation constitue la spécificité du financement FISONG et à ce titre la FISONG se distingue des autres lignes de financements proposés par l’AFD aux ONG pour le cofinancement de leurs initiatives ou la prestation de services**. Ainsi, ce mode de financement restreint le panel des projets susceptibles d’être financés à ceux qui proposent l’exploration de nouvelles manières de faire.

**Par innovation, l’AFD entend des modes d’intervention apportant une plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques ou opérationnels déployés et susceptibles de créer de nouvelles dynamiques**.

Cet instrument a ainsi pour objet de :

* valoriser et encourager les capacités d’innovation et de capitalisation des ONG ;
* créer des synergies entre l’AFD et les ONG pour améliorer la coordination des politiques publiques avec les initiatives de la coopération non gouvernementale ;
* renforcer le partenariat avec les ONG comme vecteurs d’aide adaptés à des situations d’absence ou de défaillance des maîtrises d’ouvrages publiques.

**Depuis 2008, 26 appels à propositions ont été lancés (2 par an depuis 2012), 80 projets retenus pour un financement total d’environ 47,4 millions d’euros (600 000 euros en moyenne par projet sur cette période).**

Pour en savoir plus sur l’outil FISONG : [www.afd.fr/FISONG](http://www.afd.fr/FISONG)

* 1. **Eléments contextuels sur l’alphabétisation au Sahel**

Le dernier rapport EPT[[2]](#footnote-2) 2015 puis le Rapport mondial de suivi sur l’éducation 2016 (GEM) ont pointé avec lucidité et rigueur l’état d’avancement de la question de l’éducation et plus particulièrement l’objectif 4 des ODD[[3]](#footnote-3) (Objectifs de Développement Durable). **Très clairement il apparaît que l’ODD 4 progresse moins que d’autres (tels la massification de l’enseignement de base ou l’achèvement de ce cycle).**

Dès lors si, globalement, **la plupart des pays restent éloignés des performances attendues**, plusieurs questions se posent quant aux explications à fournir sur les plus de 750 millions d’adultes pas ou faiblement alphabétisés[[4]](#footnote-4) : s’agit-il d’un phénomène global et généralisé ? Qu’est ce qui en explique cette persistance ? Mais surtout : quelles réponses ont, jusqu’à présent, été mises en place ? Le débat qui s’ouvre ici est pluriel et doit être abordé sous différents angles.

* 1. **Une question d'appropriation**

En premier lieu se pose la déclinaison même du concept utilisé. **L’analphabétisme n’est plus seulement la caractéristique d’ « *un humain qui n’est pas en mesure de* *comprendre un court de texte de la vie quotidienne* »** (définition UNESCO, 1950) mais bien, comme l'identifie l’UNESCO depuis 2005, **la situation d’une personne incapable « *d’identifier, de comprendre, d’interpréter, de créer, de communiquer et de calculer en utilisant du matériel imprimé et écrit associé à des contextes variables*** ».

Intervient donc, en corolaire de cette approche, la nature de l’activité proposée pour répondre aux problèmes posés, en d’autres termes : **quelle alphabétisation proposer ? Et par qui ?**

La géographie de la problématique abordée doit également être questionnée : comment s’approprier les données de la situation sur un territoire donné ? **Derrière cette question transparaît la nécessité absolue d’évaluation et d’appréciation de l’état des lieux. Enfin, question délicate s’il en est, la stratégie du repérage des bénéficiaires potentiels.**

Pour clore cette introduction, on ne saurait oublier que **la résorption de l’analphabétisme résulte au moins autant d’une approche curative (mettre en place des démarches spécifiques pour des jeunes ou des adultes qui n’ont pu bénéficier d’une scolarité suffisamment longue et efficiente) que d’une approche préventive** : favoriser l’accès et l’achèvement d’un parcours scolaire, d’au moins 7 ans[[5]](#footnote-5). Sur ce point différents pays ont d’ailleurs développé des démarches dites de « réinsertion immédiate », fondées sur des approches de type « Child to Child » (UNICEF) par exemple, ou d’appuis financiers conditionnés à la scolarité de type Transfert Monétaire Conditionné (Banque Mondiale)[[6]](#footnote-6) par exemple.

* 1. **Une question de qualité**

Si, comme mentionné, le programme EPT n’a pas atteint à ce jour les objectifs assignés à **l’ODD 4 (et en particulier la cible 4.6 réduire de moitié l’analphabétisme dans le monde à l’horizon 2015)**, on ne saurait ignorer pour autant **les acquis des démarches et stratégies impulsées et capitalisées**. Le rapport EPT 2006 (précédemment évoqué) en a souligné 6 (repris ici sous forme de tableau) qui conditionnent une approche d’alphabétisation efficiente.

**Des principes de référence.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Thème** | **Déclinaison** | **Formulation** |
| **La compréhension de l’alphabétisation** | La compréhension de l’alphabétisation est perçue dans une double dimension :- acquisition de compétences- un processus d'apprentissage continu tout au long de la vie. | Dans la première approche il s’agit ici d’organiser les **compétences** (lecture, écriture, calcul) dans une logique de **développement** (citoyenneté, amélioration des moyens et conditions de vie) autour d’un **référentiel de compétences** (cf. référentiel issu de RAMAA, [[7]](#footnote-7)UNESCO).La mise en œuvre de cette approche doit favoriser un **développement à plus long terme** (ex perspectives de qualification professionnelle) et participer à la reconnaissance des acquisitions. |
| **La gouvernance et** **le pilotage** | L’organisation de la stratégie doit pouvoir assurer les liens avec les différentes strates engagées sur le secteur :- Etat et services déconcentrés- Collectivités territoriales- ONG- PTF | La concrétisation de la démarche doit s’inscrire :- dans une **logique de coopération** (notamment avec les ministères concernés) ;- dans une **logique de collaboration** (notamment avec les forces vives locales)- dans une **logique participative** (notamment avec les bénéficiaires) |
| **Evaluation** **et** **certification** | Les mécanismes de reconnaissance des acquis doivent constituer le « fil rouge » du développement des programmes. | Tout au long du processus d’alphabétisation, l’investissement dans les **mécanismes permanents de retour d’information et d’évaluation** est essentiel. Dans cette perspective les évaluations doivent se centrer sur les applications pratiques des enseignements dispensés et sur leurs impacts (citoyenneté ; santé ; scolarité ; revenus ;…).Au terme du processus de formation, **une reconnaissance (certification) s’impose**. |
| **Les encadreurs** | Le processus d’accompagnement (à ces différents niveaux : alphabétiseurs ; superviseur ; formateurs) des bénéficiaires est le socle d’une activité efficiente. | La **professionnalisation des alphabétiseurs** doit constituer une préoccupation première. Elle repose notamment sur la prise en compte des problèmes de :- préparation (cours);- de suivi des participants ;- de remise à niveau ;- de recrutements locaux. |
| **Enseignement :** **Outils, organisation** **et** **contextes** | L’enseignement doit répondre à une logique de participation, de diversification (des supports notamment) et de modularité notamment dans les contextes de bilinguisme. | Les **apprenants doivent jouer un rôle actif** notamment dans le choix de la langue dans laquelle ils vont apprendre et par le biais de méthodes participatives et ceci à tous les niveaux du cursus**La question des TICE doit être une préoccupation essentielle** notamment pour les publics les plus jeunes. |
| **Le financement** | Dans un programme pertinent sur le long terme, la question du coût ne peut être négligée. | S’il est délicat de répondre avec précision à cette réflexion, un coût moyen entre 60 et 100 € par an et par bénéficiaire est souvent évoqué. |

(Source : UNESCO, rapport EPT 2006)

* 1. **Des atouts pour réussir[[8]](#footnote-8)**

La post alphabétisation

Si, comme son nom l’évoque, la *post alphabétisation* se fonde sur des acquis de base construit par un bénéficiaire, elle ne saurait pour autant être pensée de manière dichotomique, en deux temps distincts. Il s’agit au contraire de **poser la perspective de la post-alphabétisation - y compris la perspective des AGR (Activité Génératrice de Revenus) - dans une vision globale de la lutte contre l'analphabétisme.** Cette démarche contribue ainsi en grande partie à éviter un retour des néo-alphabètes à la situation de l'analphabétisme. Il est indéniable que ce retour à la situation de départ constitue en effet un énorme gaspillage d'efforts et de ressources financières dans les stratégies d'alphabétisation de plusieurs Etats membres[[9]](#footnote-9).

Les langues d’enseignement

Plus particulièrement dans le cadre de cet appel à projet, **la question du multilinguisme et du multiculturalisme est une approche déterminante d’un processus d’alphabétisation efficient**. Si l’on reprend l’exemple du Niger[[10]](#footnote-10) - où le français est la langue administrative officielle – se côtoient surtout plusieurs langues ou dialectes à l’échelle régionale ou locale.

De fait, si **la plupart des centres d’alphabétisation sont fondés sur les langues dominantes** (exemple : Haoussa et Zarma au Niger), l’essentiel de la post-alphabétisation (notamment dans les centres de formation professionnelle) se fait en français rendant ainsi souvent incontournable **une alphabétisation bilingue**.

Les CAC (Centres d’Action Communautaire) et les approches trans-sectorielles

**Les *Centres d'apprentissage communautaire* (CAC), développés dans différents pays (à l’image des CED au Mali) sous l’impulsion initiale de l’UNESCO, constituent un levier intéressant pour le développement de stratégie**. Les CAC sont souvent devenus des points focaux pour la mise à disposition d’une éducation non-formelle basée sur différents besoins (alphabétisation et programmes de formation à des compétences) pour les enfants non scolarisés, les jeunes et adultes du pays. **Ils sont aussi utilisés comme bibliothèques communautaires constituant ainsi un *environnement lettré* propice à des apprentissages durables.** De plus, les CAC fournissent également des installations

* pour les réunions publiques et les activités socioculturelles et économiques nécessaires à la préservation culturelle et à la promotion de la coexistence pacifique, du développement communautaire et de l'émancipation sociale.
* Le développement d’activités conjointes articulant alphabétisation et développement de l’accueil pour la petite enfance
	1. **Repenser l’alphabétisation : des repères[[11]](#footnote-11)**

Les faiblesses actuelles en matière de développement de l’alphabétisation dans le monde sont connues et identifiées. Plus encore si l’on constate des progrès ceux-ci sont d’abord le fruit d’un renouvellement des cohortes avant que d’être le fruit des acquis des campagnes d’alphabétisation. Les pays les plus pauvres sont ceux qui stagnent le plus sur ces questions. Il est donc certain que **l’efficacité des stratégies développées est aujourd’hui un sujet de préoccupation essentielle**[[12]](#footnote-12) pour saisir la compréhension d’un phénomène majeur : pourquoi encore 750 millions d’adultes analphabètes et 123 millions d’enfants ou adolescents non scolarisés[[13]](#footnote-13) ?

De nouveaux outils

Face à cette interrogation **la dernière journée de lutte contre l’analphabétisme (UNESCO, 2017) ouvrait une piste « repenser l’alphabétisation » et proposait un levier : les TIC**. Si le monde devient de plus en plus numérique, en effet l’alphabétisation ne peut rester en marge de cette évolution : **« la capacité à utiliser les *TIC comme levier d’apprentissage* n’est plus une compétence spécialisée : elle est la clef du succès dans les sociétés actuelles ».** Et de compléter : « Pour relever le défi que représente l’amélioration de l’alphabétisation dans un monde numérique, *un large éventail de parties prenantes devront conjuguer leurs efforts*. Par ailleurs, il importe non seulement de repenser le concept d’alphabétisation, mais aussi de *repenser le contenu et les modes d’enseignement des programmes d’alphabétisation*. **Le niveau et le type de compétences offertes, de même que leur mode de transmission et d’évaluation, doivent être adaptés de façon à *exploiter pleinement les possibilités des technologies numériques*».** Des dispositifs connus et largement répandus et disponibles tels que les média papier et audio-visuels peuvent également être mobilisés dans le cadre de la constitution d’un environnement lettré.

Une stratégie graduée

Depuis une vingtaine d’année, la mise en forme des processus de formation des analphabètes a amplement souligné la nécessité **d’organiser l’appropriation des compétences autour d’un référentiel**. Et ce ceci par au moins *4 niveaux de réflexion* :

1) ***L’alphabétisation de base*** (l’aptitude à lire et à écrire à un niveau favorisant la confiance en soi et la motivation à approfondir cette compétence)

2) ***L’alphabétisation conscientisante*** (dans la mouvance des initiatives pédagogiques développées par Paulo FREIRE) s’appuie sur une vision à long terme du développement humain et sur une andragogie fondée sur les rapports au monde et à l’environnement[[14]](#footnote-14) ;

3) ***L’alphabétisation fonctionnelle*** (l’aptitude à lire et à écrire à un niveau permettant l’épanouissement et le fonctionnement en société, à la maison et au travail)

4) ***L’alphabétisme multiple*** (l’aptitude à utiliser les compétences en lecture et en écriture dans le but de produire, de comprendre, d’interpréter et d’évaluer de façon critique des textes de natures diverses).

**Le niveau *d’alphabétisme multiple* a ainsi été mis en évidence par l’OCDE comme étant le seuil minimum permettant aux individus de remplir les conditions de l’apprentissage tout au long de la vie**

Une stratégie ciblée

Articulé au point précédent, **le problème du ciblage des interventions – et par voie de conséquence de *l’individualisation des appuis* – est devenu une nécessité absolue**. Si l’on admet que l’alphabétisation de masse n’est plus de mise, il en résulte ***une approche andragogique plus individualisée, modulable*** mettant en avant **une démarche et une progression par modules de formation où chaque bénéficiaire peut se positionner**.

La question de la motivation[[15]](#footnote-15)

Repenser les stratégies d’alphabétisation revient à reprendre un questionnement essentiel : **pourquoi s’alphabétiser** ?

Les travaux, peu nombreux surtout en langue française, ont montré que les motivations des uns et des autres sont diverses, plus particulièrement pour les plus jeunes (moins de 35 ans) et s’organisent souvent suivant ***une double logique de motivation***:

* ***Intrinsèque* (envie d’apprendre) VS *extrinsèque* (exploiter des perspectives)**
* ***Apprentissage* (motif religieux ; savoir calculer) VS *participation* (ne pas rester sans rien faire)**

Ces réflexions montrent surtout que les analphabètes ne sont ni un groupe homogène ni un ensemble de personnes déficientes ou handicapés appelant dès lors à une organisation diversifiée des réponses.

* 1. **Sur la question des jeunes et des femmes : des repères**

Avant d’aborder les approches spécifiques qui peuvent retenir l’attention pour les deux publics cibles du présent appel d’offre, il est important de souligner que **différentes analyses en différents pays reviennent de manière récurrente sur *un clivage se situant à 4 niveaux en matière d’alphabétisation***:

* **Urbain vs rural**
* **Homme vs femme**
* **Jeune vs ancien,**
* **Salarié vs travailleur indépendant (notamment agriculture)**

Ces repères seront à prendre en considération dans les propositions d’intervention.

Les jeunes : de leurs besoins au plan de formation.

Poser la problématique des jeunes en matière d’alphabétisation c’est souvent ouvrir une « boîte de pandore » tant le sujet est multiple et contrasté. En premier de quels jeunes, au niveau âge parle-t-on ? Deux catégories sont à appréhender :

* les 9-15 ans qui relèvent souvent des dispositifs dits d’Education Non Formelle[[16]](#footnote-16) ;
* les 16-24[[17]](#footnote-17) ans qui relèvent des dispositifs d’alphabétisation, spécifiques ou intégrés à la Formation Professionnelle.

**La distinction n’est pas seulement temporelle (une différence d’âge) mais aussi et peut être structurelle : quelles ambitions, quelles passerelles et quelles organisations pour ces dispositifs** ?

Si l’on observe différents travaux menés sur ces questions en Afrique, plusieurs réponses émergent. Ainsi, les jeunes identifient leurs besoins comme étant en rapport avec :

- **Le souci de trouver un emploi** ;

- **L’accès au web** et l’utilisation efficace des technologies de l’information et de la communication ;

- **La maîtrise de la langue française** ;

- **L’obtention d’un diplôme de formation professionnelle.**

Si l’on observe différents programmes ou référentiels[[18]](#footnote-18), au regard de ces attentes, plusieurs constats sont mis en évidence. **Trois approches sont souvent mises en exergue :**

* **une approche psychosociale de la formation des jeunes centrée sur le bien être psychique et physique des jeunes ;**
* **une approche socioéconomique centrée sur l’insertion sociale ;**
* **une approche psycho pédagogique plus centrée sur l’épanouissement éducatif et les compétences transversales.**

Concrètement les plans de formation apparaissent alors organisés suivant un schéma en 4 strates :

* **une organisation en 3 niveaux de formation (base ; perfectionnement et qualifiant)**
* **les modules et les séquences seront organisés selon la répartition suivante :**
	+ **chaque niveau compte 4 modules de 30h (60h pour le niveau 1) ;**
	+ **chaque module comprend 6 séquences de 6h chacune, dont une pour l’évaluation et le soutien ;**
	+ **chaque séquence comprend 2 séances de 3h ou 3 séances de 2h par semaine ; - chaque séance comprend des activités et des leçons.**
* **cette répartition peut être mise en œuvre selon plusieurs scénarios qui prennent en considération la capacité et le rythme d’acquisition de l’apprenant :**

Les femmes[[19]](#footnote-19).

**L’autonomisation des femmes et des filles, au moyen de mesures reliant l’alphabétisation à une formation à visée professionnelle ou pratique ou à des activités génératrices de revenus, qui renforcent ainsi leurs capacités économiques et de revenus, est une approche testée avec efficacité dans différents pays (dont le Burkina Faso**, l’Égypte, Éthiopie, le Mali, ou le Maroc). Des projets dans le cadre du programme LIFE menés dans différents pays ont ainsi contribué à améliorer la sécurité alimentaire en alphabétisant essentiellement de jeunes femmes tout en perfectionnant leurs compétences agricoles.

Dans le même esprit, la force d’innovation du projet pilote haïtien d’alphabétisation de base et de formation professionnelle pour jeunes adultes (14-30 ans ; homme et femme) a résidé dans les caractéristiques suivantes : il était fondé sur les besoins, utilisait le créole, langue véhiculaire de la population, comme langue d’enseignement, et reliait l’alphabétisation à une formation professionnelle (bâtiment, menuiserie, cuisine et horticulture) et appliquait un système participatif de suivi et d’évaluation. Ce projet LIFE a desservi depuis son lancement 2 500 jeunes adultes, dont presque 70 % sont des femmes.

De même, les activités pilotes du Programme CapEPT au Maroc soutenaient en priorité les femmes – éducation qualifiante des jeunes et des adultes (EQJA) – visaient à faciliter l’application des stratégies nationales d’alphabétisation et à transmettre aux femmes et filles marginalisées des compétences dans l’industrie agroalimentaire. Il a élaboré des modules pertinents de formation contribuant à l’égalité des sexes. Ce projet a profité à 300 femmes et à 80 adolescentes vivant dans cinq régions. **L’accent portait sur la consolidation des compétences améliorant leur revenu. Sur la base de cette expérience pilote, le cadre curriculaire national a été modifié pour valoriser les compétences à visée professionnelle**.

Enfin on ne saurait oublier ici **la thématique d’une « alphabétisation en famille »** expérimentée avec succès en différents pays. Celle-ci s’élabore notamment autour d’un processus de formation mais également de qualification sur des bases sociales, éducatives et sanitaires. Des programmes ciblant les mères peuvent ainsi être complétés par des modules d'accompagnement à l'éducation parentale, voire transmettre des messages en matière de santé sexuelle et reproductive, tout en appuyant le développement de la petite enfance pour mieux préparer les enfants, en particulier ceux issus de milieux les plus vulnérables aux premiers apprentissages scolaires.

* 1. **Orientations de l’appel à proposition**
1. **Finalité**

**La finalité de la FISONG « Alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel » est d’appuyer la mise en œuvre de pratiques innovantes visant à améliorer l’offre ou l’accessibilité à des programmes d’alphabétisation.** A travers cette FISONG, l’AFD recherche les articulations possibles entre les interventions actuellement en cours et les actions des ONG, en amont, pendant ou en aval de ses projets. A terme, il s’agira donc de tirer les leçons des approches proposées par les ONG pour des actions ultérieures, tant de l’AFD que des pays cibles ou autres pays.

**La FISONG doit ainsi permettre de financer des projets innovants présentant notamment les caractéristiques suivantes :**

* **Identifier les solutions susceptibles d’être intégrées dans les politiques publiques, y compris le développement d’outils pour l’alphabétisation fonctionnelle qui puissent être adaptés et déployés largement ;**
* **Développer les liens entres les différentes strates de la stratégie sectorielle ;**
* **Réfléchir à la pérennité des interventions en inscrivant les projets dans les politiques sectorielles dès la phase d’instruction du projet**
1. **Lignes directrices générales**

Périmètre thématique

**La FISONG est une occasion pour l’AFD et les ONG de réfléchir à la conception de modèles efficients et soutenables d’intervention dans les pays ciblés permettant ainsi d’améliorer la résilience des populations face aux vulnérabilités liées aux risques de l’analphabétisme**.

**Il vise prioritairement :**

* **Les jeunes analphabètes de 16 à 24 ans, avec une extension possible à 35 ans ;**
* **Les femmes, et en particulier les jeunes mères.**

**L’initiative proposée devra s’articuler avec les autres initiatives et/ou stratégies adressées aux mêmes populations (Ministère ; Collectivités territoriales ; ONG locales ; PTF).** Elle prendra également en considération la place et le rôle d’autres démarches sous sectorielles sur le problème de l’alphabétisation notamment Education Non Formelle et Formation Professionnelle. **Pour mieux approcher ces questions une description rapide des stratégies en cours est présentée en annexe, de même qu’un état statistique de base**.

Le projet proposé doit, sur la période, **conduire à des résultats concrets pour les populations** : un projet de diagnostic seul ne serait pas qualifié.

Périmètre géographique (pays)

**Les projets proposés concerneront les pays suivants :**

* **Burkina Faso**
* **Mali**
* **Mauritanie**
* **Niger**
* **Tchad**

Les zones frontières pourront être prises en compte dans une logique de partage d'expérience et de cohérence des bassins de population. Les interventions dans des zones où les conditions sécuritaires sont volatiles sont possibles, mais les propositions devront démontrées la prise en compte des questions de sécurité par l'ONG et les mesures de mitigation sur les impacts attendus du projet.

Critères de réflexion et de sélection

* Durée des projets

**Si la durée moyenne d’un projet FISONG est de trois ans, il paraît souhaitable (prise en compte d’une post alphabétisation professionnalisante par exemple ou démarches de collaboration institutionnelle) en la circonstance qu’un projet sur 4 ans soit élaboré.** Toutefois ces interventions plus longues soumises à la FISONG, **ne sauraient excéder cinq ans.** De plus **une évaluation à mi-parcours sera nécessaire**. Cette évaluation devra être intégrée au plan de financement et au pilotage du projet.

* Bénéficiaires

Au sein des **deux grandes catégories précédemment évoquées, les bénéficiaires à cibler prioritairement** seront les populations :

* **Issues de territoires (urbains ou ruraux) marginalisés ;**
* **Peu sensibles ou disponibles au regard des dispositifs actuellement en cours.**

Les propositions de projet couvrant des territoires dans lesquels le fonctionnement des services publics est particulièrement réduit, tels que les bidonvilles, les quartiers informels et les quartiers sensibles (violences urbaines) seront privilégiés.

* Modalités d’intervention

Les ONG devront respecter les principes d’action suivants :

- **Concertation en amont et au cours de la mise en œuvre du projet**, pour veiller à l’appropriation par les populations d’une part et les acteurs, locaux et nationaux, d’autre part;

- Privilégier autant que possible une logique de **renforcement qualitatif de l'existant** plutôt que création de nouveaux dispositifs ;

- **Contribution aux politiques publiques** en cours ou en préparation ;

- **Renforcement des acteurs institutionnels** et accompagnement des autorités locales.

Les ONG devront mettre en œuvre des méthodes d’interventions innovantes de diagnostic en concertation avec les acteurs. **L’utilisation des nouvelles technologies et des outils numériques adaptées au contexte local (infrastructures, niveau d’équipement des acteurs locaux, capacité des populations) est un des enjeux essentiels de cette FISONG**.

Les projets doivent être conçus sur la base de diagnostics initiaux (issus de la connaissance antérieure du contexte et à compléter en début de projet) participatif incluant à minima une analyse des rapports de genre et d’âge ainsi qu’une analyse des facteurs de vulnérabilité liés à l’analphabétisme.

**Une approche partenariale est fortement recommandée**, en particulier avec des **ONG locales**, le secteur privé, mais aussi avec **des centres de recherche, notamment en lien avec le dispositif RAMAA II** (en cours dans les pays ciblés sauf en Mauritanie)

Au regard de la complexité de la thématique et de l'éventail de compétence requis, les propositions de consortium sont autorisées et encouragées.

* Pérennité et réplication

Les ONG doivent démontrer la pérennité à moyen et long termes des approches proposées. Cela pourra être traité notamment par des actions de sensibilisation et mobilisation des populations, des activités de renforcement de capacités, une clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, ainsi que par une réflexion sur le modèle économique proposé etc.

Les stratégies d’institutionnalisation des acteurs et des pratiques soutenues par les projets devront être explicitées. Dans ce cadre, **une attention particulière sera accordée à la capacité de dialogue des ONG avec les autorités locales et/ou nationales**. De même, **le potentiel de réplication et/ou passage à l’échelle devra être clairement explicité**. L’ensemble des pratiques innovantes, comme la méthodologie utilisée pour le diagnostic initial, devront être documentées de telle sorte qu’elles puissent être réitérées ultérieurement par un tiers.

De même **la question du coût unitaire (coût d’une année d’alphabétisation d’une part et d’un cursus d’alphabétisation professionnalisante) sera abordée** et pris en considération dans la mise en œuvre du projet. Dans la même logique, les coûts liés aux achats d'équipements devront faire l'objet d'une justification solide et être accompagné d'une stratégie de pérennisation.

* Suivi et évaluation

**Les ONG proposeront un dispositif de suivi-évaluation tant des activités/dispositifs que des bénéficiaires qu’elles entendent mettre en œuvre**. Elles définiront des indicateurs de résultats attendus et la façon dont ils seront mesurés et discutés entre les parties prenantes. Ces dispositifs devront également rendre compte spécifiquement de l’approche visant à réduire les inégalités ciblées. L’ONG devra quantifier l’étendue et les signes de durabilité des impacts sur les populations. Dans ce cadre **la question de la certification des bénéficiaires devra trouver sa place.**

* Démarche d’innovation et capitalisation

**Les ONG devront expliciter le caractère innovant, au regard des stratégies en cours, de leurs propositions et détailler les hypothèses et questions sous-jacentes**. S’il ne s’agit pas à coup sûr de faire du neuf – et moins encore de l’inédit – l’innovation FISONG doit surtout apporter un plus value aux stratégies en cours dans le ou les pays. Dans cette perspective des indicateurs permettant d’évaluer la pertinence de la démarche proposée devront être inclus au mécanisme de suivi et évaluation du projet.

**La capitalisation est un objectif essentiel de la FISONG. Chaque ONG devra mettre en place un dispositif de capitalisation intégré au projet** (une approche de recherche-action est également encouragée). En complément, un dispositif transversal de capitalisation et recherche sera porté par l’AFD. L’objectif de la composante transversale est de faire bénéficier l’ensemble des acteurs concernés des leçons apprises sur chaque projet soutenu par la FISONG, de les mettre en perspective et de les enrichir en échangeant avec d’autres initiatives traitant de l’alphabétisation des jeunes et des femmes.

De plus, dans cette perspective et comme évoqué précédemment, **les liens avec des équipes de recherches locales (mise en place d’une recherche action plus particulièrement dans le cadre de RAMAA II) seront à prendre en considération[[20]](#footnote-20)**. Au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad ces potentialités existent et devraient permettre d’approfondir l’impact du projet développé.

1. **Cadrage budgétaire**

**Cette FISONG est dotée d’un montant de 2,5 millions d’euros. Elle vise à financer 1 à 2 projets d’une durée comprise entre 3 ans et 5 ans**. Un dispositif d’évaluation/capitalisation devra être précisé et chiffré budgétairement Le budget consacré à la recherche-action et à la capitalisation devra être de l'ordre de 10% du budget du projet.

**Un projet FISONG peut être cofinancé à hauteur de 90% maximum du budget total du projet soumis. Les 10% restant ne doivent pas être de la valorisation**.

**Le plan de financement soumis par l’ONG devra intégrer un montant forfaitaire minimum de 2% du montant total du projet pour la réalisation d’audits externes**. Ce montant sera mobilisé directement par l’ONG qui contractualisera avec un cabinet d’audit externe pour assurer la vérification des dépenses effectuées.

1. **Calendrier**

|  |
| --- |
| **Calendrier FISONG 2018 Alphabétisation (jeunes et femmes) au Sahel** |
| Lancement de l’appel à proposition | Début février 2018 |
| Réception des offres | Fin avril 2018 |
| Présélection  | Mi mai 2018 |
| Sélection  | Fin septembre |
| Réception des dossiers - instruction et octroi | 4ème trimestre 2018 |
| Démarrage des projets | Début 2019 |

**Annexe 1**

**Données statistiques Alphabétisation au Sahel :**

**Burkina Faso**

**Mali**

**Mauritanie**

**Niger**

**Tchad**

**Evolution de la population.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2000** | **2005** | **2010** | **2015** |
| **Burkina Faso** | 11 608 000 | 13 422 000 | 15 605 000 | 18 111 000 |
| **Mali** | 10 968 000 | 12 799 000 | 15 075 000 | 17 468 000 |
| **Niger** | 11 353 000 | 13 618 000 | 16 426 000 | 19 897 000 |
| **Mauritanie** | 2 709 000 | 3 131 000 | 3 610 000 | 4 182 000 |
| **Tchad** | 8 343 000 | 10 067 000 | 11 887 000 | 14 009 000 |

Source : Nations Unies UNDESA, World Prospects

**Evolution du nombre d’adolescents et jeunes non scolarisés**

**(avant l’âge d’enseignement secondaire).**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2000** | **2005** | **2010** | **2015** |
| **Burkina Faso** | 1 495 136 (a) | 1 727 332 | 1 593 754 | 1 560 427 |
| **Mali** | - | - | 1 223 730 | 1 320 454 |
| **Niger** | 1 352 536 (a) | 1 583 711 | 1 902 855  | 2 172 059 |
| **Mauritanie** | 242 753(b) | 266 099 | 294 765  | 327 719 |
| **Tchad** | 1 018 743 | 1 074 784 (c) | - | 1 074 784 |

Source : UNESCO, ISU a : 1999 ; b: 2001; c: 2003;

**Evolution de l'espérance de vie scolaire, en années (F+G ; F)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2000** | **2005** | **2010** | **2015** |
| **Burkina Faso** | F+G | 2,7 | 3,44 | 4,88 | 5,47 |
| *F* | *2,24* | *3,05* | *4,63* | *5,36* |
| **Mali** | F+G | 3,44 | 4,42 | 4,89 | 4,55 |
| *F* | *2,95* | *3,89* | *4,53* | *4,34* |
| **Niger** | F+G | 2,01 | 2,94 | 3,76 | 4,36 |
| *F* | *1,61* | *2,44* | *3,35* | *4,01* |
| **Mauritanie** | F+G | 5,18 | 5,60 | 6 | 6,3 |
| *F* | *5,10* | *5,70* | *6,14* | *6,45* |
| **Tchad** | F+G | 3,98 | 4,31 | 4,95 | 6,01 |
| *F* | *2,99* | *3,48* | *4,19* | *5,20* |

Source : UNESCO, ISU

**Evolution des taux d’alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (F+G ; F)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2000** | **2005** | **2010** | **2015** |
| **Burkina Faso** | F+G | - | 32,96 | - | 50,09 (e) |
| *F* | *-* | *26,48* | *-* | *43,98* (e) |
| **Mali** | F+G | - | 38,81 (b) | 44,30 | 49,36 |
| *F* | *-* | *30,79* (b) | *33,94* | *39,20* |
| **Niger** | F+G | 19,79 (a) | 36,54 | 23,52 | - |
| *F* | *14,23 (a)* | *23,19* | *15,05* | *-* |
| **Mauritanie** | F+G | 61,33 | 56,12 (c) | - | - |
| *F* | *55,48* | *47,71* (c) | *-* | *-* |
| **Tchad** | F+G | 37,56 | 41,67 (d) | - | 38,77 |
| *F* | *23,23* | *30,77* (d) | *-* | *25, 99* |

Source : UNESCO, ISU a:2001 b : 2006 c: 2007 d: 2004 e: 2014

**Populations analphabètes (adultes et jeunes)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Adultes (15 ans et plus)** | **Jeunes (15-24 ans)** |
|  | **Population** | ***dont % F*** | **Population** | ***dont % F*** |
| **Burkina Faso** | **6 752 000** | ***57 %*** | **2 076 000** | ***51 %*** |
| **Mali** | **5 891 000** | ***60 %*** | **1 644 000**  | ***59 %*** |
| **Niger** | **6 072 000** | ***61 %*** | **1 880 000** | ***60 %*** |
| **Mauritanie** | **925 000** | ***58 %*** | **218 000** | ***52 %*** |
| **Tchad** | **4 313 000** | ***58 %*** | **1 208 000** | ***53 %*** |

Source : Banque Mondiale projections 2015

**Annexe n°2**

**Eléments bibliographiques**

**Sur les stratégies nationales d’alphabétisation au Sahel.**

République Islamique de Mauritanie, *Programme National de Développement du secteur Educatif 2011-2020. Plan d’action triennal 2012-2014*

UNESCO, *Stratégie nationale d’alphabétisation 2015-2024. Pour une vision élargie de l’alphabétisation en Mauritanie*, 2015.

République du Tchad, *Stratégie Intérimaire pour l’Education et l’Alphabétisation, 2013-2015*, Juillet 2012.

République du Niger, *Programme sectoriel de l’Education et de la Formation 2014-2024*, Juin 2013.

République du Mali, *Programme Intérimaire du secteur Education et Formation 2015-2016*, 2014.

République du Mali, *Programme Vigoureux d’Alphabétisation et de promotion des langues nationales,* 2010.

Burkina Faso, *Programme sectoriel de l’Education et de la Formation (PSEF) 2012-2021*, Juillet 2013 ?

**Sur l’alphabétisation.**

UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur EPT 2006. L’alphabétisation, un enjeu vital*, 2006.

UNESCO, *Rapport mondial sur l’éducation et la formation. Repenser l’alphabétisation*, UIL, 2013.

UNESCO, *Référentiel de bonnes pratiques en alphabétisation et formation au profit de jeunes vulnérables* ADEA-UNESCO, 2017

UNESCO, *L’alphabétisation en contexte multilingue et multiculturel. Bonne pratiques de l’apprentissage et de l’éducation des adultes*, 2017.

UNESCO, Alphabétisme et numératie dans une perspective d’apprentissage tout au long de la vie. *Note d’orientation de l’UIL n°7*, 2017

UNESCO, Réussir les programmes et campagnes d’alphabétisation à grande échelle. *Note d’orientation de l’UIL n°5,* 2016

**Sur l’alphabétisation des femmes.**

UNESCO, *Apprendre ensemble à travers les générations*, 2017

UNESCO, *Programme d’alphabétisation : cibler les femmes pour réduire les disparités entre sexes,* 2013.

**Sur la recherche-action en alphabétisation.**

UNESCO, *Recherche-action : améliorer l’alphabétisation des jeunes et des adultes*, UIL, 2015

**V - Modèle de note projet**

**Facilité d’innovation sectorielle – ONG**

**Appel à propositions**

**Thème : Alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel**

**Nombre d’exemplaires papiers à fournir en complément d’une version sur CD ou clé USB : 4 exemplaires de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif**

**Nom du demandeur :**

**Signature par une personne habilitée à solliciter des cofinancements pour l’ONG :**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible :**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), fourni en 4 exemplaires papier |  |
| L’ensemble des pages de la note-projet paraphées |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG  |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en 1 exemplaire papier |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original
 |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG]
 |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections
 |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ;
 |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée
 |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente :
2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics)
3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics
 |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollictés ou à solliciter)
 |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration.
 |  |

**1. Données concernant l’ONG et le projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à propositions**  | **Alphabétisation des jeunes et des femmes au Sahel** |
| Demandeur |  |
| Acronyme |  |
| Nationalité |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse |  |
| N° de téléphone |  |
| Numéro de fax |  |
| Adresse électronique de l’organisation |  |
| Site internet de l’organisation |  |
| Contact –projet |  |
| Adresse électronique contact-projet |  |
| Titre du projet |  |
| Partenaires locaux |  |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) |  |
| Coût total de l’action |  |
| Contribution demandée à l’AFD |  |
| Contribution autres partenaires éventuels |  |
| Durée de l’action |  |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (1 page)**

1. **L’innovation** : quelle innovation est au cœur du projet ?
2. **Géographie et contexte** de mise en œuvre du projet
3. **Objectif général** du projet
4. **Partenaires** et bénéficiaires
5. **Résultats** attendus – **impact** du projet
6. Principaux éléments du **budget** proposé

**2.2 Cadrage de la démarche d’innovation (2 pages)**

1. **A quels besoins / problématique l’innovation entend répondre ?**

On précisera en quoi l’innovation proposée répond à des besoins présents et futurs

1. **Etat des lieux de l’existant dans le domaine et justification du caractère innovant**

On établira un rapide état des lieux de l’existant, dans le champ d’innovation que le projet entend explorer et, sur cette base, on justifiera le caractère innovant de la proposition

1. **Présentation d’éléments d’évaluation ex-ante de l’innovation**

On précisera en quoi l’innovation est une réponse pertinente aux besoins mentionnés, puis en quoi c’est une réponse que l’on peut penser efficace, efficiente, acceptable et maîtrisable à termes par les parties concernées, cohérente avec le contexte social, économique, environnemental et culturel. On mentionnera ses impacts possibles.

1. **Description du processus d’innovation et positionnement du projet**

On situera le projet dans un processus d’innovation pouvant comporter des étapes telles que la problématisation (définition précise du problème auquel on entend apporter une réponse innovante) ; la conception ou l’identification d’innovations ; la mise en réseau d’acteurs, compétences et organisations qui porteront l’innovation ; l’expérimentation à petite échelle ; l’évaluation et la validation de l’innovation ; la capitalisation et la diffusion de l’innovation ; l’expérimentation d’un passage à l’échelle… On précisera quelle(s) étape(s) du processus d’innovation est(sont) concernée(s) par le projet, ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval du projet FISONG.

1. **Présentation des partenariats envisagés autour de l’innovation**

On présentera à la fois les partenaires engagés dans le processus d’innovation et le projet (bénéficiaires directs, organisations de base, entreprises, ONG, recherche, partenaires publics…) et la façon dont on entend consolider ces partenariats (rôle de chacun, instances de dialogue, élargissements envisagés, etc…)

1. **Propositions relatives à l’évaluation et à la capitalisation**

On présentera ce qui est envisagé pour évaluer de façon précise les résultats des expérimentations envisagées, puis ce qui est envisagé en termes de capitalisation et de diffusion (comment, à destination de qui ?)

1. **Lien avec les politiques publiques**

On présentera en quoi le projet pourrait alimenter une réflexion sur les politiques publiques en place, voire les inspirer et ce qui a éventuellement été prévu pour cela.

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte du genre (3 pages)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.**

On répondra notamment à la question : en quoi est-il pertinent de conduire ce processus d’innovation à cet endroit, avec ces acteurs locaux ?

1. **Résultats attendus localement, impacts possibles**

On présentera les résultats attendus pour les bénéficiaires directs, ainsi que les impacts potentiels pour la zone d’intervention

1. **Schéma organisationnel**

On répondra notamment aux questions : avec qui le projet sera-t-il mis en œuvre ? Qui sont les partenaires du projet ? Quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations avec les partenaires ?

1. **Mode opératoire du projet**

On décrira la méthodologie générale envisagée ainsi que les modes opératoires relatifs à des actions particulièrement déterminantes pour le succès du projet

1. **Description des principales interventions**

Le projet sera décliné en interventions à envisager simultanément ou dans l’ordre dans lequel elles seront présentées.

1. **Coûts de mise en œuvre**

Elaborer un budget TTC d’une page faisant clairement apparaître chaque composante du projet et les différents financements. Les dépenses les plus conséquentes pourront être l’objet d’explications succinctes. L’ONG pourra utiliser le modèle de plan de financement mis à disposition pour le cofinancement des initiatives ONG :



1. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face**

On exposera les risques contextuels à envisager, ainsi que les risques spécifiquement liés au caractère innovant du projet, puis les mesures envisagées pour y faire face.

1. **Genre**

Préciser en quoi l’innovation peut avoir des effets positifs sur le genre (contribuer à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, à une justice sociale favorable à l’égalité femmes-hommes) et comment ils garantissent l’absence de possibles effets négatifs.

**2.4 Capacité de mise en œuvre du projet, expertise (1 page)**

1. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)**
2. **Expertise mobilisée**
3. **Capacité de l’ONG à conduire un processus d’innovation**

Outre ses capacités, l’ONG évoquera l’expérience dont elle dispose en la matière et les outils dont elle dispose (par exemple en termes de capitalisation et de diffusion). Les ONG qui ne disposeraient pas de telles capacités expliqueront ce qu’elles envisagent de faire pour les acquérir.

1. **Capacités à conduire un dialogue sectoriel avec l’AFD**

L’ONG présentera les compétences sectorielles dont elle dispose et qu’elle compte mobiliser pour un dialogue étroit avec les responsables sectoriels de l’AFD, en particulier au siège de l’AFD

**3.** **Fiches de renseignements**

* + **Fiche de renseignements relative au demandeur**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :**(à laquelle toutes les correspondances concernant ce projet devront être envoyées) |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Zone(s) d’intervention :** |  |
| **Secteur(s) d’intervention :** |  |
| **Existence d’un document stratégique validé en AG[[21]](#footnote-21):** |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et l’AFD au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service de l’AFD concerné) |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et le Ministère des Affaires Etrangères et du développement international français au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service du MAEDI concerné) |  |
| **Appartenance à des collectifs, réseaux, plates-formes :** |  |
| **Principales publications de l’ONG :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet** | **Nom** | **Téléphone** | **Adresse électronique** |
| Référent technique : |  |  |  |
| Référent financier : |  |  |  |
| Référent administratif : |  |  |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |
| **Nom, prénom et qualité de la personne responsable du présent dossier de demande de cofinancement[[22]](#footnote-22) :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique :** |  |
| **Les références de la déclaration à la Préfecture :** |
| N° |  | Date |  | Département |  |
| **La date de publication au Journal officiel :** |  |
| **Le cas échéant, la date de reconnaissance d'utilité publique :** |  |
| **Le cas échéant, la date d'agrément par un ministère, lequel** **:** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nom et prénom du secrétaire général :** |  |
| **Nom et prénom du trésorier :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration[[23]](#footnote-23) :** |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres un agent de l’Agence Française de Développement ? :**si oui, indiquez son nom et sa fonction  |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres une personne politiquement exposée[[24]](#footnote-24) ? :**si oui, indiquez son nom et sa fonction  |  |
| **Date de l’Assemblée générale au cours de laquelle ont été élus les membres du CA et du bureau actuels :** |  |
| **Date d’échéance des mandats de ces membres :** |  |
| **Date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **20..** | **20..** | **20..** |
| **Nombre de membres** |  |  |  |
| **Nombre de cotisants** |  |  |  |
| **Montant des cotisations** |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Effectifs au siège de l’ONG :** | Total (ETP[[25]](#footnote-25)) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |
| **Effectifs à l’étranger :** | Total (ETP) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |  |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |  |  |
| Volontaire(s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |

**Présentation synthétique du budget de l’OSC**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques budgétaires par pôle de dépenses** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Total** | **%** |
| **Total des frais de fonctionnement de l’association** |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **Total des frais de communication et de collecte de fonds** |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **Total des interventions en France** (hors activités d’éducation au développement) |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **Total des interventions de solidarité internationale**  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Dont éducation au développement[[26]](#footnote-26) |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Dont aide d'urgence |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Dont envoi de volontaires |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Montant des ressources financières globales des trois dernières années**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Chiffre d’affaires de l’ONG** | **Dont fonds publics[[27]](#footnote-27)** | **% du CA total** | **Dont fonds privés** | **% du CA total** |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG **[[28]](#footnote-28)**: |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |

* + **Fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet**

**L’ONG soumettant la demande de financement FISONG confirme que l’ensemble des partenaires impliqués dans cette proposition ont été consultés et ont donné leur accord pour leur participation.**

Préciser le nombre total de partenaires impliqués dans le projet.  :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet :** |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique:**(Joindre au dossier technique le certificat d’enregistrement ou l’équivalent, si la structure est informelle le préciser ici.) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Liste des membres du CA :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Principaux domaines d’intervention :** |  |
| **Ressources humaines de l’association :** |  |
| **Budget total annuel en euros :** |  |
| **Principaux donateurs :** |  |
| **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc. :** |  |
| **Historique et nature de la coopération avec le/les partenaire(s) :** liens institutionnels et contractuels |  |
| **Rôle et implication dans la préparation du projet proposé :** |  |
| **Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé :** |  |
| **Expérience d’actions similaires en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée :** |  |

1. NB : les propositions jugées hors sujet par la Commission de sélection ne seront pas notées. [↑](#footnote-ref-1)
2. Depuis le lancement du programme Education Pour Tous touchant à la fois la formation de base, l’éducation tout au long de la vie et les marginalisés, l’équipe chargée du suivi EPT a préparé, avec l’appui technique de l’UNESCO, 12 rapports (de 2002 à 2015). Sur le thème qui nos intéresse ici nous retiendrons plus particulièrement celui de 2006 : l’alphabétisation, un enjeu vital » [↑](#footnote-ref-2)
3. Objectif 4 : Alphabétisme des adultes. « *Améliorer de 50 % les niveaux d’alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d’ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d’éducation de base et d’éducation permanente* ». [↑](#footnote-ref-3)
4. Nous rappellerons ici d’ailleurs que le débat sur cette approche ne se pose pas tant en termes dichotomiques (alphabétisé VS analphabète) qu’en niveau de formation. Ainsi il est utile de distinguer l’analphabétisme de l’illettrisme : dans un cas il concerne celui (ou celle) qui n’a jamais appris à lire, écrire et compter dans l’autre celui (ou celle) qui n’a jamais été en mesure de mettre en œuvre des compétences acquises. [↑](#footnote-ref-4)
5. Différents travaux ont montré qu’un parcours scolaire en deçà de cette durée était le plus souvent le signe avant coureur de l’illettrisme [↑](#footnote-ref-5)
6. La démarche « Child to Child » initiée par l’UNICEF : on pourra examiner la démarche développée par le MEN au Maroc et son département Education Non formelle. Chaque année près de 30 000 élèves décrocheurs sont ainsi réinsérés, scolairement parlant, grâce à une coopération élève-élève.

La démarche TMC (Transfert Monétaire Conditionné) favorise la rescolarisation des jeunes par le versement d’une allocation conditionnée à une inscription scolaire durable. [↑](#footnote-ref-6)
7. RAMAA (Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d’alphabétisation), institut de l’UNESCO pour l’apprentissage tout au long de la vie [↑](#footnote-ref-7)
8. Sur ces différents points, on pourra se reporter à différents rapports :

*L’alphabétisation en contexte multilingue et multiculturel. Bonne pratiques de l’apprentissage et l’éducation des adultes*, UNESCO, 2017 ;

*Référentiel de bonnes pratiques en alphabétisation et formation au profit de jeunes vulnérables*, ADEA-UNESCO, 2017 ;

 *Recherche-action sur la mesure des apprentissages des programmes d’alphabétisation*, UNESCO, 2015 [↑](#footnote-ref-8)
9. On précisera ici, en lien avec ce problème, que les taux d’abandon dans les pratiques d’alphabétisation sont souvent assez élevés : entre 30 et 50 % des bénéficiaires. [↑](#footnote-ref-9)
10. Pour rentrer dans cette réflexion : *Recherche-action : améliorer l’alphabétisation des jeunes et des adultes. Autonomiser les apprenants dans un monde multilingue*, UNESCO, 2015 [↑](#footnote-ref-10)
11. Sur ce thème on pourra se reporter à l’ouvrage : UNESCO, *Rapport mondial sur l’éducation et la formation des adultes. Repenser l’alphabétisation*, 2013 [↑](#footnote-ref-11)
12. UNESCO, *Alphabétisme et numératie dans une perspective d’apprentissage tout au long de la vie*, Note d’orientation de l’UIL n°7 [↑](#footnote-ref-12)
13. *UNESCO Institute for Statistics Fact Sheet* n°45, septembre 2017, page 3

<http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs45-literacy-rates-continue-rise-generation-to-next-en-2017_0.pdf> [↑](#footnote-ref-13)
14. Sur ce point il sera utile de reporter au travail développé par l’ONG Eveil au Mali, porteuse de l’approche REFLECT (aucun syllabaire ou curriculum proposé d’emblée) mise en forme dans la région MOPTI. [↑](#footnote-ref-14)
15. Sur ce point :

Sophie CERBELLE, Les analphabètes au Maroc : un groupe homogène ? in CRES, *Ecole, Alphabétisation et lutte contre l’illettrisme*, 2013

Alain ROGERS, site « DVV international, Alphabétisation des adultes » [↑](#footnote-ref-15)
16. On précisera cependant que dans certains pays, notamment au Sahel, le concept d’ENF recouvre un public beaucoup plus large y compris les adultes. Ces dispositifs se caractérisent par un schéma de formation hors l’école et souvent hors temps scolaire - et parfois à distance – visant soit une réinsertion scolaire (lorsque le décrochage est récent soit un préparation à une formation professionnelle de base (apprentissage ou CAP). [↑](#footnote-ref-16)
17. Cette catégorie est souvent étendue au 16-34 ans, ne serait ce que pour des questions de besoin, notamment en secteur rural. [↑](#footnote-ref-17)
18. Les éléments présentés ici s’appuient sur le travail d’analyse et de benchmarking menés par un groupe d’experts dans le cadre de l’Assistance technique au programme Alpha I de la DUE à Rabat : *Conception et élaboration de document de référence pour l’alphabétisation des jeunes*, mars 2014. Sur ce thème on pourra bien évidemment se reporter également sur les référentiels de compétence proposés par l’UNESCO dans le cadre de RAMAA (I et II) [↑](#footnote-ref-18)
19. Sur ce thème :

Apprendre ensemble à travers les générations, UNESCO, 2017

Programme d’alphabétisation : cibler les femmes pour réduire les disparités entre les sexes*, UNESCO, 2013 ;*

Alphabétisation et autonomisation des femmes. Histoires réussies et inspirantes*, UNESCO, 2014* [↑](#footnote-ref-19)
20. Sur ce point : UIL-UNESCO, *Pourquoi la RAMAA est importante pour le secteur de l’alphabétisation : témoignage de pays*, 2016 [↑](#footnote-ref-20)
21. Joindre au dossier administratif le document stratégique de l’ONG, ce document est obligatoire pour présenter une demande de subvention dans le cadre d’une convention-programme. [↑](#footnote-ref-21)
22. Joindre au dossier administratif la liste des personnes habilitées à signer les conventions et tout autre document officiel pour l'association. [↑](#footnote-ref-22)
23. Joindre la liste détaillée au dossier administratif. [↑](#footnote-ref-23)
24. Une **personne politiquement exposée (PPE)** est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec *les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées* présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus. [↑](#footnote-ref-24)
25. Equivalent Temps Plein. [↑](#footnote-ref-25)
26. Le cas échéant [↑](#footnote-ref-26)
27. Comptabiliser ici l’ensemble des fonds d’origine publique : subventions et prestations ; fonds publics d’origine locale, nationale, internationale, etc. [↑](#footnote-ref-27)
28. Veuillez lister ici l’ensemble des contributeurs privés apportant une contribution supérieure ou égale à 15% du budget total de l’ONG (en référence aux derniers comptes annuels validés en Assemblée Générale). S’il s’agit d’une personne morale, communiquer la liste des membres du Conseil d’Administration de cet organisme (nom, prénom, fonction et adresse) ou s’il s’agit d’une personne physique, communiquer son identité (nom, prénom, fonction et adresse) [↑](#footnote-ref-28)